

très bien à l'établissement du collège, qu'il soit construit par le gouvernement fédéral ou par le gouvernement fédéral et les quatre provinces de l'Ouest. Premièrement, l'Alberta est le premier producteur de bovins de l'Ouest; il tire des bovins un revenu équivalent à 78 p. 100 du revenu des trois autres provinces mises ensemble. Deuxièmement, comme on l'a relevé plusieurs fois cette session, d'après le rapport de la Commission Gordon sur les perspectives économiques du Canada, c'est l'Alberta qui enregistrera la plus grande extension de l'élevage bovin au Canada. Troisièmement, les terrains de l'université d'Alberta à Edmonton...

M. McIntosh: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au député quel est l'article qu'il cite?

M. Olson: Je cite un extrait de la publication de...

M. McIntosh: La Chambre de commerce de l'Alberta.

M. Olson: Non, de l'Association de médecine vétérinaire de l'Alberta. La contrée aux alentours des terrains de l'université d'Alberta à Edmonton se livre à l'élevage bovin et elle fournirait un milieu clinique excellent pour l'enseignement. Quatrièmement, Edmonton a déjà un grand laboratoire de diagnostic bien connu qui pourrait fournir l'équipement nécessaire à l'enseignement. Cinquièmement, l'université d'Edmonton a reconnu la nécessité et a exprimé le désir—je voudrais que le député de Melville (M. Ormiston) en prenne note—d'avoir une faculté de médecine vétérinaire. Et sixièmement, l'industrie bovine de l'Alberta et d'autres organisations importantes veulent un collège vétérinaire en Alberta. Je ne m'étendrai pas là-dessus car j'ai beaucoup à dire cet après-midi.

Le dernier argument, qui est très important, monsieur l'Orateur, c'est que l'Alberta ne peut pas se dispenser d'un collège vétérinaire. Comme il est presque six heures, je termine en espérant que les quatre provinces de l'Ouest voudront bien collaborer pour trouver le solde des capitaux nécessaires à la construction du collège et à son exploitation. En effet, il ne serait pas juste qu'une province ait à supporter les frais d'enseignement des vétérinaires des autres provinces.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre! L'heure réservée à l'étude des mesures d'initiative parlementaire étant expirée, et comme il est six heures, je quitte maintenant le fauteuil.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

[M. Olson.]

Reprise de la séance

LA LOI SUR L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

AMENDEMENTS CONCERNANT LES MEMBRES, LES FONDS, L'ADMINISTRATION, ETC.

La Chambre reprend l'étude de la motion de l'honorable M. Pickersgill en vue de la 2^e lecture du Bill n^o C-80, tendant à modifier la loi sur l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

M. A. B. Patterson (Fraser-Valley): Monsieur l'Orateur, il peut sembler curieux que, représentant la partie la plus occidentale de notre pays, je prenne la parole à propos d'une mesure intéressant en particulier les provinces Maritimes.

M. Pigeon: Nous sommes étonnés.

M. Patterson: Mais je puis assurer aux députés que, sur le littoral du Pacifique, nous portons un intérêt extrême aux problèmes de nos concitoyens où qu'ils résident. Je serai bref...

M. Pigeon: Bravo!

M. Patterson: L'honorable député applaudit mais si j'accaparaux autant que lui le temps de la Chambre, j'encaisserais la réprimande.

M. Pigeon: Je fais mon devoir. Nous représentons Sa Majesté la Reine.

Une voix: La pauvre!

M. Patterson: Je pourrais répondre à cela mais je ne le ferai pas. Je veux assurer aux députés venant de la région atlantique que mon intervention sera brève car, étant donné que ce problème les touche de si près et qu'il affecte si gravement leur région, je suis certain qu'ils voudront consacrer beaucoup de temps à cette mesure.

Par le passé, les députés des provinces Maritimes, qui appartenaient à divers partis, ont accompli un excellent travail en faisant connaître à la Chambre les problèmes de leur région. Ces problèmes revêtent aujourd'hui une telle gravité parce que les gouvernements fédéraux qui se sont succédé n'ont pas su s'en préoccuper et venir en aide à cette région dans la mesure de ses besoins, même si le pays avait le pouvoir et la capacité de le faire.

Pendant que le débat se poursuivait cet après-midi, j'ai cru un moment qu'il tournerait en querelle purement politique, avec accusations et contre-accusations, revendications et contre-revendications, au fur et à mesure que les députés tentaient, selon leurs propres paroles, de rétablir les faits. Toutefois, au lieu de rétablir les faits, ils ne réussissaient qu'à embrouiller plus ou moins les